



Republic of Indonesia

# EITI

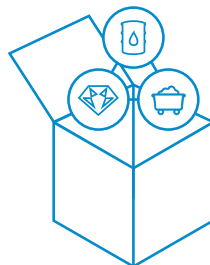
## Conférence « Révéler la propriété réelle »

Partager les bonnes pratiques,  
consolider les systèmes

# PROGRAMME DE LA CONFÉRENCE

---

Fairmont Hotel, Jakarta, Indonésie  
23-24 Octobre 2017



# Conférence « Révéler la propriété réelle »

Partager les bonnes pratiques,  
consolider les systèmes

Fairmont Hotel, Jakarta, Indonésie  
23-24 Octobre 2017

---

## Interprétation :

Un service d'interprétation simultanée sera proposé à toutes les sessions plénières dans les langues suivantes : anglais, français, russe, espagnol et bahasa.

---

## Internet :

Une connexion sans fil à l'Internet sera disponible.

---

## Médias sociaux :

Avant et pendant la conférence, vous pouvez suivre les sessions et les conversations à travers notre application ou nos canaux vers les médias sociaux.

Le hashtag de la Conférence est #OPENUP.

---

## Adresse :

Fairmont Hotel Jakarta  
Jl. Asia Afrika No. 8, Gelora Bung Karno  
Djakarta, Indonésie 10270

# Discours de bienvenue du Président

## **Bienvenue à la Conférence « Révéler la propriété réelle » de Jakarta**

Cette Conférence est véritablement un jalon que nous posons dans la lutte mondiale contre la corruption. Lorsque le scandale des « Panama Papers » a éclaté en mars 2016, le monde a pris conscience de l'importance de progresser sur la transparence de la propriété. Ces documents ont exposé l'utilisation faite des sociétés-écrans anonymes pour masquer ou blanchir de l'argent.

Le défi consiste à passer de l'indignation à l'action et des campagnes de sensibilisation à la consolidation des systèmes de gouvernement.

Ici, en Indonésie, nous avons assisté à un débat public animé avec des parties prenantes discutant de la façon dont la transparence de la propriété pourrait améliorer la collecte des impôts dans le secteur extractif et comment l'on pourrait demander des comptes aux propriétaires des entreprises actives dans ce secteur. Il était donc normal que la Conférence ait lieu ici, organisée par le gouvernement indonésien et l'ITIE.

## **Partager les bonnes pratiques, consolider les systèmes**

Je suis fier du leadership que démontrent les 52 pays mettant en œuvre l'ITIE en matière de transparence de la propriété réelle. Les idées provenant des projets pilotes de l'ITIE sur la divulgation de la propriété réelle ont provoqué une sensibilisation et ont permis d'identifier les défis communs et de trouver rapidement certaines solutions. Depuis que je suis devenu président de l'ITIE en février 2016, notre compréhension des problèmes s'est sensiblement améliorée et a abouti à cette conférence sur le thème « Révéler la propriété réelle ». Nous avons rassemblé les meilleurs experts mondiaux afin de partager les meilleures pratiques sur la façon de bâtir des systèmes durables et solides de divulgation de la propriété réelle. En ce faisant, nous renforçons le message à l'effet que la transparence n'est plus une aspiration, mais une attente.

## **Maintien de l'élan**

Cette conférence est une occasion pour les pays de réaffirmer leur engagement en faveur de la transparence de la propriété réelle et de l'élimination de la propriété cachée dans le secteur extractif. J'espère que tous les pays ici représentés utiliseront la Conférence pour renouveler leurs engagements envers la divulgation de la propriété réelle fondée sur une expérience accrue et une réelle ambition.

À eux seuls, aucune mesure et aucun outil ne vont relever tous les défis que posent les opérations anonymes et l'évitement fiscal. De nouvelles normes internationales ne seront pas créées du jour au lendemain, mais cette conférence est une étape importante vers l'amélioration des systèmes de lutte contre la corruption et la mauvaise gouvernance.



**Fredrik Reinfeldt**

Président de l'ITIE

# Mots de bienvenue – Ministre de la planification du développement national

Bienvenue en Indonésie !

En tant que co-hôte de cette conférence « Révéler la propriété réelle », et au nom du gouvernement indonésien, j'aimerais souhaiter la plus chaleureuse bienvenue à tous les participants.

Cet événement est pour l'Indonésie un engagement reposant sur les différentes conventions internationales du G 20, l'échange automatique d'informations ; en tant que membre de l'ITIE et sur les engagements pris lors du sommet anti-corruption de Londres en 2016.

Regroupant 52 pays du monde entier aux fins de collecter et partager des expériences et des bonnes pratiques de la mise en œuvre de politiques et de réglementations liées à la propriété réelle, cette conférence sera particulièrement bénéfique non seulement au gouvernement indonésien mais à tous les pays ayant fait preuve d'un engagement visant à améliorer la transparence et la prise de responsabilité, surtout pour la mise en œuvre de la propriété réelle.

Avec la mise en œuvre de la transparence en matière de propriété réelle, je suis convaincu que la confiance dans les investissements et dans les revenus de l'Etat augmentera en Indonésie en particulier, mais aussi dans d'autres pays.

Nous aimerions au nom du gouvernement indonésien remercier toutes les parties prenantes de leurs efforts pour assurer le bon déroulement de cet événement.

Je vous souhaite un séjour agréable et une conférence productive. J'espère que vous quitterez cette conférence avec de nouvelles approches et un enthousiasme renouvelé.

J'espère également que vous aurez la possibilité de découvrir ce que Jakarta peut vous proposer hors du programme de la conférence et que vous pourrez profiter de la culture légendaire de notre pays ainsi que de sa cuisine de renommée internationale.

## **Gellwyn Jusuf**

Secrétaire Exécutif du Ministère de la planification du développement national /  
Secrétaire Exécutif de l'agence nationale de la planification du développement national

# Salles de réunions

## Niveau rez-de-chaussée

- Ball room

## Niveau 3

- Diamond
- Emerald
- Opal
- Ruby
- Sapphire

# Expo propriété réelle

Hall à l'extérieur des salles de réunion

Stands présentant les initiatives prises par l'ITIE et les parties prenantes indonésiennes pour promouvoir la transparence de la propriété réelle.

# Ateliers

**SÉANCE PLÉNIÈRE 1 :** Mettre fin à l'anonymat des entreprises – la clé de voûte de la lutte contre la corruption

**ATELIER 1 :** Propriété secrète et flux financiers illicites

**ATELIER 2 :** Savoir à qui les licences pétrolières, gazières et minières sont octroyées

**ATELIER 3 :** Savoir avec qui on fait affaire — améliorer le climat de l'investissement grâce à la transparence en matière de propriété

**ATELIER 4 :** Identifier les risques de corruption en aval et dans la chaîne d'approvisionnement

**ATELIER 5 :** Normes et engagements émergents en matière de propriété réelle : GAFL, Forum mondial de l'OCDE, UE

**ATELIER 6 :** Les structures d'entreprise complexes et les préoccupations en matière de divulgation de la propriété réelle

**ATELIER 7 :** Comment définir les personnes politiquement exposées et faire le lien avec les déclarations de patrimoine

**ATELIER 8 :** Comment les gouvernements et la société civile peuvent travailler ensemble pour améliorer les divulgations de la propriété réelle

**ATELIER 9 :** Comment établir un cadre juridique et réglementaire pour la transparence en matière de propriété réelle

**ATELIER 10 :** Comment constituer un registre des propriétaires réels ?

**ATELIER 11 :** Entreprises cotées en bourse et divulgation d'informations sur l'actionariat

**ATELIER 12 :** Comment utiliser et analyser les données sur la propriété réelle ?

**ATELIER 13 :** Comment faire en sorte que les données soient fiables et les sanctions appropriées ?

**ATELIER 14 :** Comment entrer en contact avec les entreprises et leur fournir des conseils sur la déclaration d'informations sur la propriété réelle ?

**ATELIER 15 :** Comment révéler les données sur la propriété réelle et appliquer les normes relatives aux formats de divulgation ?

**Le premier jour de la Conférence sera consacré à l'utilisation des informations sur la propriété réelle pour réaliser les priorités nationales concernant le secteur extractif et pour améliorer la gouvernance des ressources naturelles.**

**08.00 – 09.15 SÉANCE PLÉNIÈRE D'OUVERTURE : Cérémonie d'ouverture organisée par le gouvernement de l'Indonésie**

● *Salle : Ballroom*

*Langues : indonésien, anglais, français, russe et espagnol*

Le gouvernement indonésien accueille la Conférence dans le cadre d'un programme plus général de lutte contre la corruption et en vue d'encourager la réalisation des priorités nationales en termes de développement économique. Les stratégies nationales de lutte contre la corruption du gouvernement incluent la divulgation de la propriété réelle. L'Indonésie s'efforce également de se conformer aux normes du Groupe d'action financière (GAFI) et sera évaluée par rapport à celles-ci en 2017. La cérémonie d'ouverture mettra en évidence la raison pour laquelle la transparence de la propriété réelle est considérée comme essentielle à ces efforts, ainsi que les progrès réalisés et les défis qui existent jusqu'à présent.

Rapport de **Bambang Brodjonegoro**, Ministre de la Planification du développement national, Indonésie

Intervention de **Fredrik Reinfeldt**, Président de l'ITIE

Intervention du Vice-Président **Yemi Osinbajo**, Nigéria

Discours de bienvenue de **Darmin Nasution**, Ministre coordonnateur pour les Affaires économiques, Indonésie

**09.15 – 10.30 Lutter ensemble contre la propriété secrète – table ronde multipartite**

● *Salle : Ballroom*

*Langues : indonésien, anglais, français, russe et espagnol*

*Modérateur : Jonas Moberg*, Chef du Secrétariat international de l'ITIE

**Natalia Soebagjo**, ancienne présidente, Transparency International Indonésie

**Zainab Shamsuna Ahmed**, Ministre fédéral du Budget et de la Planification nationale, Nigéria

**Jim Miller**, Vice-Président – Environnement et sûreté, Freeport-McMoRan

**Matthew Ray**, Directeur adjoint, Business Frameworks, département du Commerce, de l'Énergie et de la Stratégie industrielle, Royaume-Uni

**10.30 – 11.00 Pause-café**

**11.00 – 11.30 Remise du prix « Révéler la propriété réelle »**

● *Salle : Ballroom*

*Langues : indonésien, anglais, français, russe et espagnol*

**Fredrik Reinfeldt**, Président de l'ITIE

**11.30 – 12.00 Engagements gouvernementaux, première partie**

● *Salle : Ballroom*

*Langues : indonésien, anglais, français, russe et espagnol*

---

**Alamine Ousmane Mey**, Ministre des Finances, Cameroun

**Kayode Fayemi**, Ministre du Développement des mines et de l'acier et président de NEITI, Nigéria

**Ulanbek Ryskulov**, Président, Comité d'État de l'Industrie, de l'Énergie et des Sous-sols, République kirghize

**Ghazaal Habibyar**, Vice-Ministre des Mines et du Pétrole, Afghanistan

**Vardan Gevorgyan**, Ministre adjoint aux Infrastructures énergétiques et aux Ressources naturelles, Arménie

---

**12.00– 13.30 Déjeuner****Déjeuner pour les participants à la Conférence**

● *Hall du Ball room*

**13.30 – 15.00 SÉANCE PLÉNIÈRE N° 1****Mettre fin à l'anonymat des entreprises – la clé de voûte de la lutte contre la corruption**

● *Salle : Ballroom*

*Langues : anglais, espagnol, français, indonésien, russe*

Le secteur extractif a toujours été particulièrement exposé à la corruption en raison des revenus souvent considérables qui entrent en jeu et des risques impliqués dans l'octroi des droits d'exploration, de production et de vente des ressources extractives. Des structures d'entreprise complexes peuvent masquer l'identité et les intérêts des propriétaires d'une société, ce qui pose problème si ces propriétaires sont des personnes politiquement exposées. Par le biais de l'ITIE, les pays riches en ressources naturelles prennent la tête des efforts de publication de données sur la propriété réelle. Fait notable, plus de la moitié d'entre eux se sont engagés à constituer des registres publics des propriétaires réels.

*Le groupe discutera des progrès enregistrés en matière de propriété réelle et de l'importance de faire publier les données dans des registres ouverts. Les intervenants débattront de la manière dont les initiatives nationales et régionales définissent les attentes relatives à l'établissement d'une norme mondiale sur la transparence en matière de propriété réelle.*

*Modérateur : Daniel Kaufmann*, Président et PDG, Natural Resource Governance Institute (à confirmer)

*Contributions de :*

**Darmin Nasution**, Ministre coordonnateur des Affaires Economiques, Indonésie

**Sri Mulyani**, Ministre des Finances, Indonésie

**Ignasius Jonan**, Ministre de l'Énergie et des Ressources Naturelles, Indonésie

**Laode M. Syarif**, Chef de la Commission sur l'éradication de la corruption, Indonésie

**Teten Masduki**, Chef du Bureau Exécutif du Président

**Eber Betanzos Torres**, Sous-secrétaire de la fonction publique, Mexique

**Olena Sukmanova**, Ministre adjoint de la Justice, Ukraine

---

## 15.00 – 15.30 Pause-café

● *Salle : Foyer, troisième étage*

## 15.30 – 17.00 ATELIERS PARALLÈLES – PREMIÈRE JOURNÉE

## 15.30 – 17.00 ATELIER 1 : Propriété secrète et flux financiers illicites

● *Salle : Opal*

*Langues : anglais, français, indonésien, russe*

Les entreprises pétrolières, gazières et minières sont souvent structurées en longues chaînes d'entités juridiques s'étendant sur plusieurs pays. Ces structures de propriété complexes peuvent faciliter la sortie de flux financiers illicites hors des pays riches en ressources naturelles.

Ce type de structures de propriété anonyme empêche parfois les autorités fiscales d'identifier les risques d'évasion fiscale ou de mettre en œuvre les obligations fiscales. Cela peut contribuer à des transactions corrompues ou illégales. Il est estimé que les pays en développement y perdent 1000 milliards de dollars US.

*Cette séance mettra l'accent sur la manière dont la déclaration de la propriété réelle peut contribuer à améliorer le recouvrement des impôts et à prévenir les flux financiers illicites issus de pays dotés de ressources extractives importantes. Elle pourrait examiner différents types de pratiques, par exemple les prix de transfert ou l'imposition des plus-values, et comment partager les informations sur la propriété réelle d'un pays à l'autre.*

*Modérateur : Kathleen Kao, Analyste de politique fiscale, OCDE*

*Contributions de :*

**Poltak Maruli John Liberty Hutagaol**, Directeur Fiscalité Internationale, Ministère des Finances, Indonésie

**Sobirchon Vazirov**, Développement de l'administration fiscale et améliorations fiscales, Comité des Impôts, Tadjikistan

**Sofiya Aisagaliyeva**, Vice-Président du Comité sur la surveillance financière, Ministère des Finances, Kazakhstan

**Stanley Ford**, Directeur Adjoint aux Affaires, Unité de Renseignements Financiers, Liberia

## 15.30 – 17.00 ATELIER 2 : Savoir à qui les licences pétrolières, gazières et minières sont octroyées

● *Salle : Diamond*

*Langues : anglais, indonésien, russe*

Les autorités compétentes ont besoin d'informations fiables sur la propriété réelle pour effectuer les vérifications nécessaires lors de l'octroi des licences, afin d'éviter que les licences ou les contrats ne soient attribués à des entreprises qui ne remplissent pas les conditions requises et de prévenir d'éventuels conflits d'intérêts dans l'octroi des licences.

*Cette séance examinera des exemples concrets pour mettre en lumière les informations disponibles et ce dont les autorités responsables de l'octroi des licences ont besoin pour pouvoir vérifier l'identité des propriétaires des entreprises qui reçoivent des droits d'exploitation des ressources naturelles dans leur pays. Elle pourrait également se pencher sur des questions*



*telles que les réformes juridiques et administratives nécessaires, la collecte des informations sur la propriété auprès des sociétés qui déposent des demandes de licence, et l'accès aux informations détenues par d'autres organismes ou la consultation de bases de données ou de registres publics existants.*

*Modérateur : **Cari Votava**, Spécialiste principal du secteur financier travaillant sur l'intégrité des marchés financiers, Banque mondiale*

*Contributions de :*

**Ulanbek Ryskulov**, Président du Comité d'État sur l'industrie, l'énergie et le sous-sol, République kirghize

**Ghazaal Habibyar**, Ministre adjoint des Mines et du Pétrole, Afghanistan

**Sahr Wonday**, Directeur général, National Minerals Agency, Sierra Léone

**Amien Sunaryadi**, Président, SKK Migas, Indonésie

### 15.30 – 17.00 ATELIER 3 : Savoir avec qui on fait affaire – améliorer le climat de l'investissement grâce à la transparence en matière de propriété

● *Salle : Ruby 1*

*Langues : anglais, français, indonésien*

Les structures de propriété secrètes permettent à certaines entreprises de conclure des transactions opaques ou d'avoir accès à des projets lucratifs parce que leurs propriétaires ont des relations dans le monde politique, si bien que les règles qui s'appliquent aux entreprises et aux investisseurs sont inégales. L'amélioration de la transparence dans le secteur extractif a contribué à instaurer un climat de confiance, à harmoniser les exigences en matière de déclaration et à renforcer la stabilité de l'environnement de l'investissement dans les pays de l'ITIE. La transparence en matière de propriété réelle peut apporter des avantages supplémentaires aux entreprises qui interviennent dans le secteur extractif et au-delà, y compris en réduisant les risques financiers et en leur permettant de jouer à armes égales.

*Cette séance tentera d'explorer la façon dont la divulgation de la propriété réelle peut contribuer à la stabilisation de l'environnement de l'investissement et encourager des investissements de meilleure qualité de la part de sources de bonne réputation. Pour cela, les participants examineront les pratiques des entreprises qui prennent des décisions d'investissement et la façon dont les gouvernements peuvent répondre à leur désir de transparence en matière de propriété.*

*Modérateur : **Kathryn Sturman**, Responsable programme, Développement et Gouvernance, Centre pour la responsabilité sociale dans le secteur des mines*

*Contributions de :*

**Ernest Gbwaboubou**, Ministre des Mines, Cameroun

**Thomas Lembong**, Chef du Indonesia Investment Coordinating Board, Indonésie

**Jim Miller**, Vice-Président – Sécurité et Environnement, Freeport-McMoRan

**Chandra Triayu**, conseiller juridique, Statoil Indonésie

**Barnaby Pace**, Chargé de campagne pétrole, Global Witness

**15:30-17:00 ATELIER 4 : Identifier les risques de corruption en aval et dans la chaîne d'approvisionnement**● *Salle : Emerald**Langues : anglais, indonésien*

L'ITIE a généralement mis l'accent sur les activités en amont comme les phases d'exploration et de production des industries pétrolière et gazière. Toutefois, l'expérience des pays de l'ITIE a révélé les risques de corruption qui existent dans d'autres domaines liés aux activités du secteur extractif. Ces risques comprennent l'octroi de contrats et de sous-contrats de services, et l'attribution des droits d'achat et de commercialisation sur les marchés nationaux et internationaux de la part de la production pétrolière, gazière ou minière revenant à l'État.

*Cette séance s'appuiera sur des exemples de pays pour identifier les défis fréquemment posés par la corruption dans le cadre de l'approvisionnement et de la sélection des sous-traitants, des prestataires de services et des négociants de matières premières, défis pour lesquels la transparence en matière de propriété réelle peut faire partie de la solution.*

*Modérateur : **Natalia Soebagjo**, ancienne Présidente de Transparency International Indonésie*

*Contributions de :*

**Angelo Lay**, Autorité nationale du pétrole, Timor-Leste

**Wawan Wardiana**, Directeur Recherche et Développement, Commission d'Eradication de la Corruption (KPK), Indonésie

**Falah Jassim Alamri**, Conseiller auprès du ministre du pétrole, Irak

**Linda Tamakloe**, Service commercialisation, Ghana National Petroleum Corporation (GNPC)

**Mele Kyari**, Directeur Général du Groupe, Département de commercialisation du pétrole brut, Nigeria National Petroleum Corporation

**17.00 – 19.00 Pause****19.00 – 21.00 Réception organisée par le gouvernement indonésien**

**Cette journée sera consacrée à l'établissement des cadres et des outils nécessaires pour une divulgation exhaustive et utile de la propriété réelle. Cela implique de veiller à ce que les définitions de la propriété réelle soient adéquates et à ce que les informations déclarées soient fiables et divulguées sous un format permettant aux parties prenantes d'utiliser les données.**

#### 8.00 – 9.00 Petit-déjeuner de travail

Plus d'ambition sur la propriété réelle et la transparence dans le secteur extractif – le partenariat pour un gouvernement ouvert (OGP). ● *Salle : Opal*

Discussion sur l'index de gouvernance des ressources naturelles 2017 avec le Natural Resource Governance Institute (NRGI). ● *Salle : Ruby 1*

Risques de corruption dans les projets miniers : leçons de 18 pays riches en ressources (Transparency International – Mining for Sustainable Development). ● *Salle : Emerald*

Réunion des Coordonnateurs Nationaux de l'ITIE et des membres des Groupes multipartites sur les feuilles de routes propriété réelle, accueillie par l'ITIE Indonésie. ● *Salle : Diamond*

#### 9.00 – 10.30 ATELIERS PARALLÈLES - DEUXIÈME JOURNÉE MATIN

##### 9.00 – 10.30 ATELIER 5 : Normes et engagements émergents en matière de propriété réelle : GAFI, Forum mondial de l'OCDE, UE

● *Salle : Opal*

*Langues; anglais, indonésien, russe et espagnol*

Diverses initiatives mondiales et régionales visent à améliorer la collecte, le partage et la divulgation d'informations sur la propriété réelle entre les pays. Il s'agit notamment du Groupe d'action financière (GAFI) et du Forum mondial de l'OCDE sur la transparence et l'échange de renseignements à des fins fiscales. L'Union européenne progresse elle aussi, avec la quatrième directive anti-blanchiment, qui établit une norme commune pour les registres des propriétaires réels dans l'UE, et avec les efforts continus qu'elle fournit en vue de constituer un registre central.

*Cette séance fera le point sur les évolutions mondiales liées à la transparence en matière de propriété réelle et explorera les possibilités de synergies et de collaboration.*

*Moderateur : Putri Rahayu, Spécialiste de Coopération Internationale, Commission de l'Éradication de la Corruption, Indonésie*

*Contributions de :*

**Jonas Moberg**, Chef du Secrétariat international de l'ITIE

**Jeffrey Isima**, Groupe intergouvernemental d'action contre le blanchiment d'argent en Afrique de l'Ouest

**Kathleen Kao**, Analyste de politique fiscale, OCDE

**Kiagus Ahmad Badaruddin**, Chef du Centre d'Analyse et de Rapports sur les Transactions (PPATK), Indonésie

**Tonusree Basu**, responsable du programme engagement de la société civile, partenariat pour un gouvernement ouvert (OGP)

## 9.00 – 10.30 ATELIER 6 : Les structures d'entreprise complexes et les préoccupations en matière de divulgation de la propriété réelle

● *Salle : Diamond*

*Langues : anglais et indonésien*

Les chaînes de propriété et différents types de structures d'entreprise peuvent rendre particulièrement difficile la divulgation d'informations sur les propriétaires réels des entreprises pétrolières, gazières et minières. Certains pays autorisent la propriété par le biais d'actions au porteur, ce qui facilite encore davantage la dissimulation de l'identité du propriétaire d'une entreprise. Dans d'autres pays, il peut également être difficile de déterminer qui exerce le « contrôle effectif » d'une structure complexe. Les structures complexes peuvent également rendre sans objet les définitions standard de la propriété réelle.

*Cette session explorera les différents types d'actionnaires/de membres, de structures complexes et d'entités juridiques, ainsi que les différents types de fiducies qu'il est utile de considérer à des fins de transparence dans la définition de la propriété réelle.*

**Modérateur : Secrétariat international de l'ITIE**

*Séance vidéo et Questions-réponses en direct :*

**Andres Knobel**, Consultant, Tax Justice Network

**Justinus Prastowo**, Directeur Exécutif, Centre pour l'analyse de la fiscalité, Indonésie

**Maria Tambunan**, Centre fiscal, University of Indonesia

## 09:00 – 10:30 ATELIER 7 : Comment définir les personnes politiquement exposées et faire le lien avec les déclarations de patrimoine

● *Salle : Ruby*

*Langues : anglais, français, indonésien, russe*

L'ITIE exige que la possession d'actifs pétroliers, gaziers ou miniers par une personne politiquement exposée soit transparente. De telles divulgations pourraient être utilement mises en relation avec les exigences de déclaration de patrimoine qui s'appliquent déjà aux fonctionnaires.

*Cette séance pourrait faciliter la comparaison des mécanismes de déclaration de patrimoine en place dans les pays membres de l'ITIE et identifier les possibilités d'intégration des Exigences ITIE relatives aux personnes politiquement exposées, en s'appuyant par exemple sur l'expérience de pays comme l'Ukraine, qui a récemment publié son registre de patrimoine.*

**Modérateur : Gay Ordenes**, Directeur Régional pour l'Asie du Sud-Est et l'Asie Pacifique, Secrétariat international de l'ITIE

*Contributions de :*

**Ghazaal Habibyar**, Ministre adjoint des Mines et du Pétrole, Afghanistan

**Henny Nugraheny**, Chef du AML CFT Group, Autorité des Services Financiers, Indonésie

**Budina Nzau Nkongo**, Sénateur, République démocratique du Congo

**Cari Votava**, Spécialiste principal du secteur financier travaillant sur l'intégrité des marchés financiers, Banque mondiale

**Tetiana Shevchuk**, Centre d'action de la lutte contre la corruption, Ukraine

**Maryati Abdullah**, National Coordinator, PWYP Indonesia

**09:00 – 10:30 ATELIER 8 : Comment les gouvernements et la société civile peuvent travailler ensemble pour améliorer les divulgations de la propriété réelle**

● *Salle : Emerald*

*Langues : anglais, indonésien*

La société civile a joué un rôle important pour faire en sorte que la propriété réelle figure sur l'agenda mondial et, dans de nombreux pays de l'ITIE, les gouvernements et la société civile ont travaillé ensemble pour améliorer la qualité des informations sur la propriété réelle.

*Cette séance démontrera l'importance de la participation du public à la transparence de la propriété réelle et fournit des exemples de la façon dont les entreprises et la société civile ont travaillé ensemble pour renforcer la divulgation de la propriété réelle.*

*Modérateur : **Diani Sadiawati**, Conseiller principal auprès du Ministre de la planification du développement national pour les relations institutionnelles, Bappenas*

*Contributions de :*

**Montty Girriana**, Adjoint à la gestion de l'Energie, Ministère de Coordination des Affaires Economiques, Indonésie

**Bambang Gatot Ariyono**, Direction Générale des Minerais et du Charbon, Ministère de l'Energie et des Ressources Minérales, Indonésie

**Fithia Findy**, PGT Indonésie

**Cielo Magno**, Bantay Kita, Philippines et membre du Conseil d'administration de l'ITIE

**Wahyudi Thohary**, Transparency Indonésie

**Aryanto Nugroho**, PCQVP Indonésie

**10.30 – 11.00 Pause-café**

● *Salle : Foyer, troisième étage*

**11.00 – 12.30 ATELIERS PARALLÈLES – DEUXIÈME JOURNÉE MATIN****11.00 – 12.30 ATELIER 9 : Comment établir un cadre juridique et réglementaire pour la transparence en matière de propriété réelle**● *Salle : Opal**Langues : anglais, français, indonésien, russe*

Le projet pilote de l'ITIE sur la propriété réelle et les premiers travaux de faisabilité entrepris par les pays membres de l'ITIE montrent que presque aucun pays de l'ITIE ne dispose actuellement d'un cadre juridique à même de permettre la transparence en matière de propriété réelle. Plusieurs pays membres, dont le Cameroun, la Colombie, le Ghana, l'Indonésie, le Kazakhstan, la République kirghize, la Sierra Leone, l'Ukraine et le Royaume-Uni, ont par conséquent lancé des révisions juridiques et une modification des lois afin de permettre la divulgation de la propriété réelle ; plusieurs autres prévoient de faire de même. Certains pays sont déjà en train de réformer leur législation pour faire de la divulgation de la propriété réelle une obligation légale, en modifiant la loi sur les sociétés ou les cadres sectoriels.

*Cette séance permettra aux participants d'explorer différentes approches juridiques pour la transparence en matière de propriété réelle et d'identifier les bonnes pratiques en termes de mandats, de confidentialité, d'application, etc. Elle permettra aussi aux participants issus de pays qui ont déjà effectué des réformes juridiques liées à la propriété réelle de discuter des difficultés posées par l'harmonisation des lois et réglementations avec les dispositions sur la propriété réelle.*

**Modérateur : Erica Westenberg**, Directrice des programmes de gouvernance, NRCI

*Contributions de :*

**Yunus Hussein**, Ancien Chef du Centre d'analyse et de rapports de transactions financières (PPTAK), Indonésie

**Ruslan Baimishev**, Directeur du département sur l'utilisation du sous-sol, Ministère des Investissements et du Développement, Kazakhstan

**Mavis Amoa**, Chef de la division de rédaction législative – Ministère de la Justice, Ghana

**Matthew Ray**, Directeur Adjoint, Business Frameworks, département, entreprises, énergie et stratégie industrielle, Royaume-Uni

**Oleksiy Orlovsky**, Directeur de l'Initiative Democratic Practice Program, International Renaissance Foundation

**11.00-12.30 ATELIER 10 : Comment constituer un registre des propriétaires réels ?**● *Salle : Diamond**Langues : anglais, français, indonésien*

Plus de 20 pays membres de l'ITIE ont annoncé, dans leurs feuilles de route sur la transparence en matière de propriété réelle, qu'ils comptaient établir des registres publics des propriétaires réels. Cela peut se faire de plusieurs manières. Certains pays de l'ITIE comme le Ghana, le Nigéria, le Royaume-Uni et l'Ukraine ont réformé, ou envisagent de réformer, les registres des sociétés afin de divulguer l'identité des propriétaires réels. D'autres pays, tels que la République kirghize ou la Mongolie, prévoient de faire de la transparence en matière de propriété réelle une partie intégrante des registres des licences.

*Cette séance permettra aux participants de comparer les différentes approches suivies pour la divulgation d'informations sur la propriété réelle par le biais de registres afin d'identifier les mécanismes les mieux adaptés à leurs propres divulgations.*

*Modérateur : Emanuel Bria, responsable pays Indonésie, NRGI Indonésie*

*Contributions de :*

**Olena Sukmanova**, Ministre adjoint de la Justice, Ukraine

**Steve Webster**, Directeur assistant, Transparence des entreprises, Royaume-Uni

**Freddy Harris**, Directeur Général des Affaires juridiques et administratives, Ministère du Droit et des Droits de l'Homme, Indonésie

**Tariq Ajhmed Sarfaraz**, Directeur général, Registre central des entreprises en Afghanistan

## 11.00 – 12.30 ATELIER 11 : Entreprises cotées en bourse et divulgation d'informations sur l'actionariat

● *Salle : Ruby*

*Langues : anglais, indonésien*

Nombre des entreprises extractives intervenant dans des pays riches en ressources naturelles sont cotées en bourse et celles-ci ont souvent des exigences différentes en termes de divulgation. Pour les entreprises cotées en bourse il n'est pas rare d'avoir plusieurs bénéficiaires qui changent souvent et il se peut que ceux qui exercent le contrôle ou bénéficient des activités de l'entreprise ne soient pas clairement identifiés. Aux termes de la Norme ITIE, les entreprises cotées en bourse sont tenues de préciser la bourse de valeurs où elles sont cotées et d'indiquer un lien vers la documentation qu'elles ont à déposer auprès de cette bourse. Les pays de l'ITIE ont évoqué des défis liés à l'identification et la divulgation de la propriété des entreprises cotées en bourse. Les parties prenantes ont exprimé le désir de mieux comprendre les exigences de divulgation des places boursières où sont cotés les opérateurs.

*Cette séance explorera des approches à la divulgation d'informations sur les actionnaires et les propriétaires réels des entreprises cotées en bourse, les différences clé entre exigences de divulgation et la façon dont celles-ci sont appliquées. L'atelier s'intéressera aux informations déjà disponibles sur les structures des actionnaires et la propriété réelle des entreprises cotées en bourse et débattrra de certains défis liés à la mise en place et en œuvre des exigences de divulgation de propriété pour ces entreprises.*

*Modérateur : Secrétariat international de l'ITIE*

*Contributions de :*

**Tito Sulisto**, Président de la Indonesia Stock Exchange

**Jose P. Aquino**, Département de l'application et de la protection des investisseurs (EIPD) et chef du bureau de la Commission de lutte contre le blanchiment d'argent, Philippines

**Michala Mackay**, Directeur général et greffier, Commission des Sociétés, Sierra Leone

**James Ensor**, Principal, Politique publique et de durabilité, BHP Billion Foundation

**Barnaby Pace**, militant pétrole, Global Witness

**David Brown**, Consultant, OpenOil

## 11.00 – 12.30 ATELIER 12 : Comment utiliser et analyser les données sur la propriété réelle ?

● *Salle : Emerald**Langues : anglais, indonésien*

En anticipation de la publication systématique de données sur la propriété réelle à partir de 2020, et qui sont déjà à la disposition de divers organismes d'État, cette séance examinera les données déjà publiées par certains pays et dans le cadre de l'ITIE afin d'aider les participants à analyser et à utiliser les données sur la propriété réelle en vue d'identifier les signes d'alerte susceptibles d'indiquer des irrégularités liées à la propriété cachée.

*La séance examinera différentes études de cas concernant des données sur la propriété réelle. et se penchera sur la manière d'utiliser ces données Elle présentera les applications en ligne de cartographie de réseaux qui existent actuellement et d'autres outils pouvant faciliter l'analyse des données.*

*Modérateur : Yanuar Nugroho, Chef adjoint du personnel, Bureau du Président, Indonésie*

*Contributions de :*

**Wahyu Dhyatmika**, Journaliste d'investigation, Tempo

**Chesna Anwar**, Directeur Conformité, Standard Chartered, Indonésie (à cofirmer)

**Stanley Ford**, Directeur Adjoint aux Affaires, Unité de Renseignements Financiers, Liberia

**Tetiana Shevchuk**, Expert juridique, Centre d'Action Anti-Corruption, Ukraine

## 12.30 – 13.30 Déjeuner

## 13.30 – 15.00 ATELIERS PARALLÈLES – DEUXIÈME JOURNÉE APRÈS-MIDI

## 13.30 – 15.00 ATELIER 13 : Comment faire en sorte que les données soient fiables et les sanctions appropriées ?

● *Salle : Opal**Langues : anglais, français, indonésien, russe*

L'une des principales difficultés concernant la transparence en matière de propriété réelle est de veiller à la bonne vérification des données, ainsi qu'à la prise de sanctions efficaces en cas de non-déclaration et/ou de déclaration d'informations incorrectes. Certaines approches différentes émergent et dans des pays tels que le Royaume-Uni et l'Ukraine il est à présent possible de commencer à évaluer la fiabilité des données et l'efficacité des sanctions.

*L'objectif de cette séance sera de discuter de l'efficacité de différentes approches à la vérification des données et sanctions dans plusieurs pays de l'ITIE.*

*Modérateur : Jeffrey Isima, Principal responsable de la recherche et de la planification, Groupe intergouvernemental d'action contre le blanchiment d'argent en Afrique de l'Ouest (GIABA)*

*Contributions de :*

**Ulanbek Ryskolov**, Président, Comité d'État de l'industrie, de l'énergie et du sous-sol, République kirghize

**Steve Webster**, Directeur assistant, Transparence des entreprises, Royaume-Uni

**Oleksiy Orlovski**, Directeur du Democratic Practice Program Initiative, International Renaissance Foundation et membre du Conseil d'administration de l'ITIE, Ukraine

**Mukhlis Ishak**, gestionnaire PTFI/représentant impôts, Freeport McMoran Indonésie



### 13.30 – 15.00 ATELIER 14 : Comment entrer en contact avec les entreprises et leur fournir des conseils sur la déclaration d'informations sur la propriété réelle ?

● *Salle : Diamond*

*Langues : anglais, français, indonésien, russe*

Les projets pilotes ont montré que l'absence de directives proposées aux entreprises sur la manière de définir et d'identifier leurs propriétaires réels reste un problème ayant des effets sur les taux de respect des exigences de divulgation.

*L'objectif de cette séance sera de partager les enseignements tirés, les défis rencontrés et les bonnes pratiques en termes de sensibilisation et d'information des entreprises et des conseils qui leur sont donnés pour assurer la bonne mise en œuvre de la transparence en matière de propriété réelle.*

*Moderateur : **Matthew Ray**, Directeur Adjoint, Business Frameworks, département, entreprises, énergie et stratégie industrielle, Royaume-Uni*

*Contributions de :*

**James Ensor**, Principal, Politique publique et de durabilité, BHP Billion Foundation

**Syahrir AB**, Directeur exécutif de l'Association minière indonésienne

**Paulin Mawaya**, Chef du département pour les droits et les titres du cadastre minier, République démocratique du Congo

**Karim Lourimi**, Groupe du secteur public, Moore Stephens

**Wimboh Santoso**, Président, Autorités des Services Financiers (OJK), Indonésie

### 13.30 – 15.00 ATELIER 15 : Comment révéler les données sur la propriété réelle et appliquer les normes relatives aux formats de divulgation ?

● *Salle : Ruby*

*Langues : anglais, indonésien*

Les informations sur la propriété réelle doivent être utiles et accessibles aux parties prenantes au sein du gouvernement et au-delà. Afin de pouvoir répondre aux besoins des utilisateurs avec suffisamment de souplesse, les informations doivent être accessibles dans un format ouvert qui permette leur analyse et leur combinaison avec d'autres jeux de données. L'interopérabilité avec des bases de données et des registres externes des propriétaires réels est donc nécessaire pour que les chaînes de propriété soient liées.

*Cette séance examinera différentes options pour la divulgation d'informations sur la propriété réelle dans un format ouvert, y compris l'application d'une norme sur les données relatives à la propriété réelle. Elle présentera le potentiel que ces données auront pour l'analyse et la visualisation, et permettra aux participants de manipuler différents jeux de données.*

*Moderateur : **Jack Lord**, Responsable de la propriété réelle, Open Data Services Co-Operative*

*Contributions de :*

**Yanuar Nugroho**, Chef adjoint du personnel, Bureau du Président, Indonésie

**Baartsojt Baldorj**, Président de l'Autorité des ressources minière et du pétrole, Gouvernement mongol

**Abdoul Malick Tapsoba**, Initiative Open Data du Burkina Faso

**Antya Widita**, Web Foundation Indonésie

**15.00 – 15.30 Pause-café**

● *Salle : Grand Ballroom Foyer, premier étage*

**15.30 – 16:30 SÉANCE PLÉNIÈRE DE CLÔTURE**

**Déclarer : passer des engagements à l'action**

**Engagements gouvernementaux liés à la transparence de la propriété réelle**

● *Salle : Ballroom*

*Langues : anglais, espagnol, français, indonésien, russe*

---

*Animée par : **Jonas Moberg**, Chef du Secrétariat international de l'ITIE*

*Déclaration des engagements des gouvernements, entre autres par :*

**Leopold Mboli Fatran**, Ministre des Mines de l'Energie et des Hydrocarbures, République centrafricaine

---

**Fernando Castillo**, Directeur des Affaires Sociales, Ministère de l'Energie, Pérou

---

**Julio Salvador Contreras**, Vice-Minister des Mines, Guatemala

---

**Olena Sukmanova**, Ministre adjoint de la Justice, Ukraine

---

**Reda Tewodros Gebregziabher**, Ministre d'Etat aux Mines, Ethiopie

---

**Vardan Gevorgyan**, Ministre adjoint aux infrastructures énergétiques et aux Ressources Naturelles, Arménie

---

**Teten Masduki**, Chef du Bureau Exécutif du Président

---

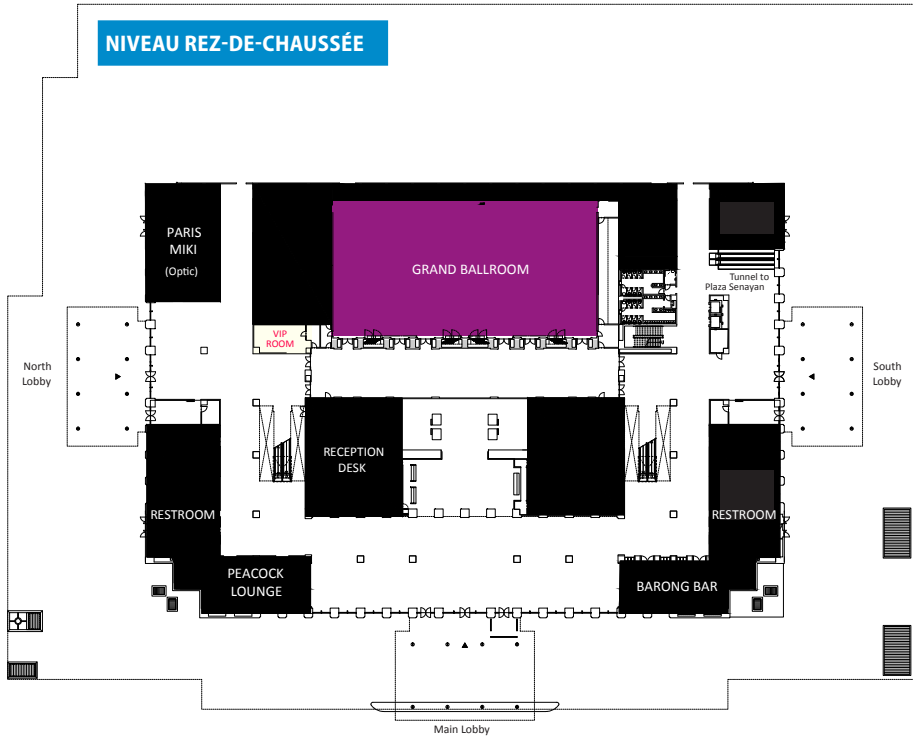
*Remarques finales par :*

**Jonas Moberg**, Chef du Secrétariat international de l'ITIE

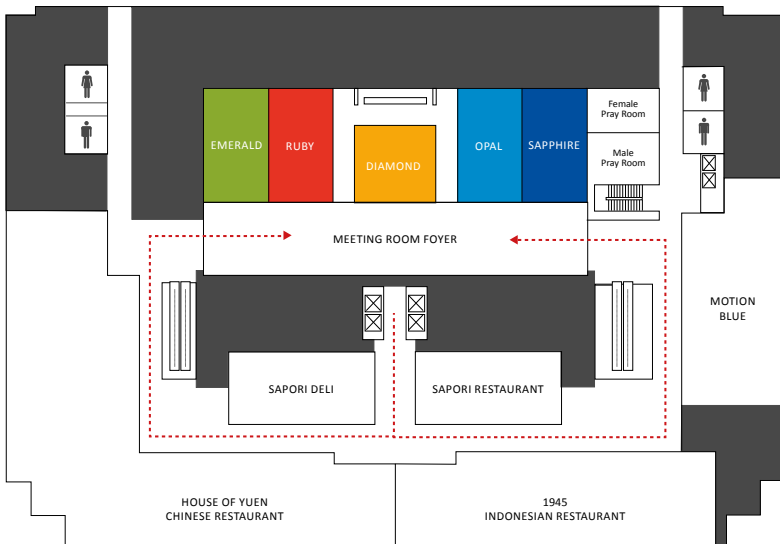
---

**M. Bambang Brodjonegoro**, Ministre de la Planification du développement national, Indonésie

---



### NIVEAU 3



# La propriété réelle à l'ITIE – chiffres clés

Un problème à

**1000**  
milliards  
de dollars US

**50**

feuilles de route  
publiées pour  
l'objectif 2020

**21**

pays de l'ITIE engagés  
pour des registres  
publics des données  
de propriété réelle



KEMENTERIAN KOORDINATOR BIDANG PEREKONOMIAN  
REPUBLIK INDONESIA

**EITI**



Natural  
Resource  
Governance  
Institute



**KPK**  
Komisi Pemberantasan Korupsi



Publish  
What You Pay  
INDONESIA



KANTOR STAF PRESIDEN



KEMENTERIAN ENERGI DAN SUMBER DAYA MINERAL  
REPUBLIK INDONESIA



KEMENTERIAN KEUANGAN  
REPUBLIK INDONESIA



Kementerian PPN/  
Bappenas



KEMENTERIAN ENERGI DAN SUMBER DAYA MINERAL  
REPUBLIK INDONESIA  
*Siapa Profesional, Adanya, Smart, Berani*



**BI** BANK INDONESIA  
BANK SENTRAL REPUBLIK INDONESIA



TRANSPARENCY  
INTERNATIONAL  
Indonesia  
the global coalition against corruption